

Macron le moderne, démolisseur à l'ancienne de l'Etat social

liberation.fr/debats/2018/06/07/macron-le-moderne-demolisseur-a-l-ancienne-de-l-etat-social_1657384

June 7, 2018

Macron le moderne, démolisseur à l'ancienne de l'Etat social

Tribune

Par Dominique Méda, professeure d'université Paris-Dauphine — 7 juin 2018 à 17:46 (mis à jour à 17:58)



Lors de la manifestation du 26 mai contre la politique d'Emmanuel Macron. Photo Boris Allin. Hans Lucas

Responsabilisation des individus, baisse des budgets : le Président recycle les concepts de Blair ou Clinton, cette «troisième voie» qui a échoué mais dont le but était bien l'abandon d'un système efficace d'aides sociales.

Macron le moderne, démolisseur à l'ancienne de l'Etat social

Il incarnerait la modernité la plus avant-gardiste et serait à la pointe du combat contre le «vieux monde». Il amènerait dans la pratique et l'espace public de nouveaux concepts et de nouvelles méthodes. Il bouleverserait notre vieille grammaire politique : notre président de la République serait tout simplement, et selon ses dires mêmes, révolutionnaire.

Pourtant, avez-vous écouté son «non-discours» sur les banlieues ? Si vous avez été attentifs pendant ces quatre-vingt-dix minutes, vous avez dû vous dire que tout cela avait un incroyable goût de déjà-vu. Mais, où et quand donc avons-nous déjà entendu cet appel à la responsabilisation des citoyens concernés («mobilisez-vous» ! «personne ne le fera à votre place») ; cette mise en évidence de l'incapacité de l'Etat à mettre en place des politiques publiques adaptées, ce souhait de le voir réduit à un rôle d'«accompagnateur» et de facilitateur, de «stratège» et non plus de faiseur ; ce panégyrique de la méritocratie ; ces allusions à une société «d'émancipation», de «vigilance», de «dignité» ?

C'était il y a plus de vingt ans, à la fin des années 90, dans la bouche de Tony Blair, le Premier ministre britannique travailliste, et de son mentor, Anthony Giddens, mais aussi dans celle de Bill Clinton, c'est-à-dire de ces sociaux-démocrates qui se sont illustrés par une remise en cause radicale du *Welfare State*, de l'Etat-social tel qu'il avait été notamment pensé par William Beveridge.

Quelles étaient les principales propositions de Bill Clinton en 1992 et Tony Blair en 1997 : sortir du *Welfare state* qui pèserait trop sur les finances publiques et empêcherait les individus de prendre leurs responsabilités. Redonner à ceux-ci leur «capacité d'agir», les inciter à se prendre en main, à prendre ou à reprendre du travail et à mériter leur revenu. «Rompre avec l'Etat-social tel que nous le connaissons», qui ne répond à un problème qu'en versant des aides et rend les individus «dépendants aux allocations». D'où les nouveaux mots d'ordre qui ont constitué les slogans du fameux «Manifeste Blair-Schröder», paru en 1999 : responsabilité, *workfare*, Etat-social *actif*, société *active*, «making work pay» (rendre le travail payant), *empowerment* (capacité d'agir), «pas de droits sans devoirs», «Etat-stratège» qui formaient autant de ruptures avec le vieil Etat social de gauche, jeté aux poubelles de l'histoire par nos fringants révolutionnaires qui pensaient déjà que «la plupart des gens ont abandonné depuis longtemps la représentation du monde inspirée du dogme de la droite et de la gauche».

Il n'est pas du tout anodin que le non-discours sur les banlieues consistant à mettre à la poubelle une conception jugée beaucoup trop stato-centrée des politiques sociales et trop patriarcale de l'Etat (la main étant en revanche tendue à la fin de l'allocution aux «Mamans»), ait été prononcé le 22 mai, deux jours après que le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait jugé nécessaire la baisse des aides sociales et cinq jours avant que le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, ne vienne confirmer qu'il y avait «trop d'aides sociales» en France.

Dans le tournant social-libéral de Bill Clinton et de la «troisième voie», le lien entre retrait de l'Etat, responsabilisation des individus et baisse des dépenses sociales était clair. Et c'est bien aussi ce que propose le gouvernement d'Edouard Philippe dans une sorte de

resucée usée. Usée et trompeuse car cette séquence s'est déroulée dans la plus grande confusion médiatique, un mensonge éhonté se diffusant dans l'espace public : les aides sociales représenteraient plus de 600 milliards d'euros !

Non, le montant total des *aides sociales*, c'est-à-dire des allocations versées au nom de la solidarité nationale à ceux qui ne parviennent pas à obtenir un niveau de vie suffisant, en vertu de notre Constitution, ne s'élevait pas à 600 mais à 69 milliards soit 3,2 % du PIB, la moitié étant constituée des aides sociales versées par le département aux personnes âgées, à l'enfance, aux handicapés et aux allocataires du RSA, selon les dernières statistiques disponibles de la Drees. Les minima sociaux ne constituent donc qu'une toute petite partie des *prestations* sociales qui, elles, s'élèvent à plus de 700 milliards d'euros et représentent peu plus de 32 % du PIB. Mais ces prestations sociales sont principalement financées par des cotisations sociales et de la CSG et distribuées en contrepartie de celles-ci.

Que s'agit-il donc de réduire ? Les prestations sociales pour lesquelles nous contribuons ? Les minima sociaux qui permettent aux plus pauvres de subvenir (bien mal) à leurs besoins ? Le montant maximal du RSA est de 550 euros, bien inférieur au seuil de pauvreté. Ou encore, et c'est ce qui semblait se dessiner ces derniers jours, les aides à l'emploi ou la prime d'activité ?

S'il s'agit des aides à l'emploi, il semblerait pour le moins curieux qu'elles soient réduites alors même que le taux de chômage demeure à des niveaux très élevés. Il existe depuis plusieurs années des travaux visant à harmoniser les assiettes et les taux des différents minima sociaux dont l'allocation de solidarité spécifique : s'il s'agit de cela, il faut le dire.

Quant à la prime d'activité, rappelons qu'elle est destinée à améliorer les revenus des travailleurs dits à bas salaires, et que l'Etat - en bonne mère - est obligé d'intervenir parce que les salaires d'un grand nombre de personnes ne leur permettent tout simplement pas de vivre...

La dérive sociale-libérale des sociaux-démocrates américains et britanniques ne plaide pas pour ouvrir à nouveau cette «troisième voie». Car celle-ci a échoué. Non, ce n'est vraiment pas le moment de jeter l'Etat-social aux oubliettes. Nous n'avons jamais eu autant besoin pour éviter l'explosion, la fragmentation et l'anomie de notre société d'un Etat social puissant capable de maintenir et d'entretenir l'ensemble des capacités et des qualifications de nos concitoyens, et comme l'indiquait l'Ordonnance d'octobre 1945 créant la Sécurité sociale, d'une *«vaste organisation nationale d'entraide obligatoire»* permettant de *«débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir, et les travailleurs sur qui pèse à tout moment la menace de la misère»*.

Dominique Méda professeure d'université Paris-Dauphine